

Actualités

Communiqués - Ministère

Retour à la liste

Le groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec rend public son rapport

Télé-Québec devra concentrer ses ressources dans sa programmation et investir résolument dans la production régionale

Montréal, le 9 mars 2005 – Le groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec a rendu public aujourd'hui son rapport sur l'organisation et le fonctionnement de cette société. Ce rapport recommande notamment, à l'unanimité des neuf membres, que Télé-Québec concentre dorénavant l'essentiel de ses ressources et de ses budgets dans sa mission première, la programmation, et qu'elle réserve une partie importante de ses dépenses d'émissions pour des productions faites en régions.

Intitulé <u>Télé-Québec – Priorité à l'écran</u>, le rapport recommande de recentrer les activités de la Société sur ses missions éducative et culturelle au moyen de priorités et d'objectifs de programmation. À cet égard, il recommande que la Société consacre, d'ici trois ans, au moins 60 % de ses dépenses annuelles d'exploitation aux dépenses directes d'émissions, comparativement à la moyenne de 45 % qu'elle a maintenue au cours des trois dernières années.

Le rapport indique que si cette recommandation est mise en vigueur, Télé-Québec pourra allouer d'ici trois ans 44 M\$ par année à sa programmation, comparativement à 33 M\$ en moyenne au cours des trois dernières années financières complétées. Il précise que cette hausse des dépenses directes d'émissions contribuera à créer au-delà de 600 nouveaux emplois directs et indirects (équivalents temps plein) par année dans le secteur de la production télévisuelle québécoise, dont la majeure partie auprès des créateurs, artistes et artisans.

Plus d'argent pour les productions régionales

Le groupe recommande également que la Société renforce !a place faite à son écran aux productions régionales, en leur allouant au minimum de 20 % de ses dépenses directes d'émissions. Cet objectif devra être atteint d'ici trois ans. Télé-Québec pourra alors consacrer près de 9 M\$ par année à cette activité, soit plus de quatre fois la somme réservée à la programmation régionale en 2004 qui s'établissait à 2 M\$, dont seulement 0,6 M\$ a été alloué à des productions régionales indépendantes. L'effet de levier de ces dépenses devrait contribuer très activement au développement de l'économie et de l'emploi en régions.

La télévision publique québécoise devra de plus s'assurer qu'au moins 50 % des émissions présentées en primeur à son antenne, tout comme celles qui compose sa grille annuelle de programmation, soient des émissions québécoises produites spécifiquement pour ses besoins. En 2003-2004, cette proportion était de 40 %.

Le groupe de travail est d'avis que Télé-Québec peut financer ce réinvestissement massif dans sa grille de programmes en augmentant ses revenus autonomes et en dégageant des économies dans le fonctionnement même de la Société. Il suggère notamment que le télédiffuseur public québécois, qui doit continuer à respecter ses règles de déontologie publicitaire, demande au CRTC l'autorisation de diffuser jusqu'à 12 minutes de publicité par heure, lors du renouvellement de sa licence.

Par ailleurs, des économies importantes peuvent être réalisées en apportant des allégements à son infrastructure administrative, une simplification de ses processus, des changements aux activités techniques, de production, de mise en ondes et de distribution du signal de Télé-Québec.

Le groupe de travail recommande à ce sujet que la Société complète la réforme amorcée en 1995 dans la suite du rapport Fortier et qu'elle cesse complètement ses activités montréalaises de production, qui se limitaient déjà à moins de 70 heures par année de programmation en 2003-2004. Il recommande aussi qu'elle cesse d'exploiter ses studios de production de Montréal et qu'elle procède à des appels d'offre pour impartir sa mise en ondes et l'entretien de ses émetteurs. De 2006-2007 à 2008-2009, la mise en œuvre de diverses mesures recommandées par le groupe engendreraient des économies d'environ 30 M\$. Elles nécessiteraient une baisse des effectifs qui pourrait être atteinte, en bonne partie, par attrition.

Enfin, le groupe de travail recommande que Télé-Québec démontre dans ses plans triennaux d'activité, comme dans ses rapports annuels d'activité, comment elle s'est conformée ou entend se conformer aux objectifs qui lui auront été assignés.

Le groupe de travail chargé de l'examen de Télé-Québec rend public son rappor 2008-02265/2: 2 of 2

Source:

Claude Bédard Président du groupe de travail

Tel.: 514 996-6024

Information:

Évelyn Dubois Relationniste Tel.: 514 527-3983 Tel.: 514 770-3983

Retour à la liste

Québec

© Gouvernement du Québec, 2008